

# ADEME MAGAZINE

SEPTEMBRE 2023 #168

PAGE 6

## Les jeunes sont-ils plus écolos que les autres ?

PAGE 2

**Notre objectif** : régler en dix ans  
le problème des décharges littorales

PAGE 12

Adapter les chantiers  
**aux finances des petites communes**





## « Notre objectif : régler en dix ans le problème des décharges littorales »

**Hélène Roussel,**  
coordinatrice du Plan national de résorption des décharges littorales à l'ADEME

---

**Pour empêcher les anciennes décharges proches du littoral de libérer leurs déchets dans la mer, l'État a lancé un plan national ambitieux. Signalement, diagnostic, financement et assistance technique : tout est prévu pour aider les maîtres d'ouvrage à aller au bout de la démarche.**

**Pourquoi un plan spécifique pour résorber les décharges littorales ?**

**Hélène Roussel :** Il s'agit de parer à l'urgence face à la montée des eaux, à l'érosion des côtes et aux alertes répétées des biologistes sur l'intoxication au plastique des milieux marins. Ce plan s'inscrit dans le prolongement du plan Zéro déchets plastiques en mer pour 2020-2025. Il cible les anciennes décharges communales situées à moins de 100 mètres du trait de côte. Dans ces replis de terrain, trous ou anciennes carrières, on a enfoui jusqu'aux années 1990 des déchets ménagers, des débris de chantiers, des appareils et des véhicules hors d'usage, parfois quelques déchets industriels. Dans les anciennes zones de combat, on peut aussi avoir la mauvaise surprise de trouver des engins explosifs. Le tout hâtivement recouvert. À l'occasion de l'éboulement d'une falaise ou du déplacement d'une dune, ces décharges peuvent réapparaître et se déverser littéralement dans la mer, parfois juste en bordure des plages...



94

**DÉCHARGES LITTORALES**

ont été recensées par le BRGM  
en février 2023.



10 000

**À 20 000 M<sup>3</sup> DE DÉCHETS  
SUR MOINS DE 5 HA,**

c'est ce que contient en moyenne  
chacune de ces décharges



30 M€/an

**PENDANT DIX ANS,**  
c'est le budget programmé  
pour les résorber.

**Combien de décharges et de déchets  
cela représente-t-il ?**

**H. R. :** Toutes les décharges littorales ne sont pas encore recensées par le Service géologique national (BRGM), les riverains les ayant le plus souvent oubliées. Les collectivités et les associations environnementales nous en signalent régulièrement de nouvelles. C'est ainsi que leur nombre « officiel » est passé de 55 au lancement du plan, il y a un an, à 94 en février dernier. À chaque signalement, le Cerema [ndlr : l'établissement public qui accompagne techniquement l'État et les collectivités territoriales dans l'aménagement du territoire] se rend rapidement sur place pour réaliser un premier diagnostic. En moyenne, chaque décharge contient 10 000 à 20 000 m<sup>3</sup> de déchets sur moins de 5 hectares. Mais on dénombre également quelques « monstres », proches des grands pôles urbains.

**Que vont devenir ces sites ?**

**H. R. :** Cela dépend de la situation, notamment de la possibilité technique de les excaver ou de les confiner. Cela dépend aussi de l'objectif du maître d'ouvrage : commune, propriétaire privé, État, établissement public... Par exemple, le Conservatoire du littoral a pour priorité de renaturer intégralement les sites sous sa responsabilité. Il achève actuellement, en collaboration avec le conseil départemental de Charente-Maritime, d'excaver l'ancienne décharge de Fouras pour étendre purement et simplement la réserve naturelle du marais d'Yves, contiguë. Dans le Finistère, l'ancienne décharge de La Torche, dont la maîtrise d'ouvrage est portée par la communauté de communes du Pays Bigouden Sud,

retournera à la nature cet automne. Fini les déchets qui tombent de la dune sur la fameuse plage de surfeurs ! Au pied de la falaise de Dollemard, au Havre, l'opération sera plus compliquée : il va falloir faire preuve d'ingéniosité pour passer soit par le rivage, en se jouant des marées, soit par la voie terrestre, avec un treuil géant.

**Quels sont les principaux défis à relever ?**

**H. R. :** Hormis les problèmes d'accès et de sécurité, le principal défi est le tri et la valorisation, pour limiter les transferts vers des centres de stockage déjà largement saturés. C'est particulièrement vrai dans les îles et les territoires d'outremer où, précision importante, les décharges en bord de ravines ont été intégrées au programme. Un autre enjeu porte sur les microplastiques, résultant notamment de la fragmentation des sacs poubelle, des bouteilles d'eau, des emballages alimentaires et des déchets du bâtiment. Ces petites particules, inférieures à 5 millimètres, passent à travers les tamis et restent dans l'humus accumulé par la dégradation des déchets organiques. Un projet de recherche sera prochainement lancé pour tester des techniques de dépollution. Ces résidus étant plus légers que la terre, il semble possible de les en séparer par lavage et séparation des particules solides en milieu liquide. Nous espérons une solution opérationnelle pour la première vague de chantiers issus du nouveau plan, dans quelques mois.

**« Nous sommes là  
pour aider  
techniquement  
et financièrement  
les maîtres  
d'ouvrage, avec  
des taux d'aide  
pouvant aller  
jusqu'à 100 %. »**

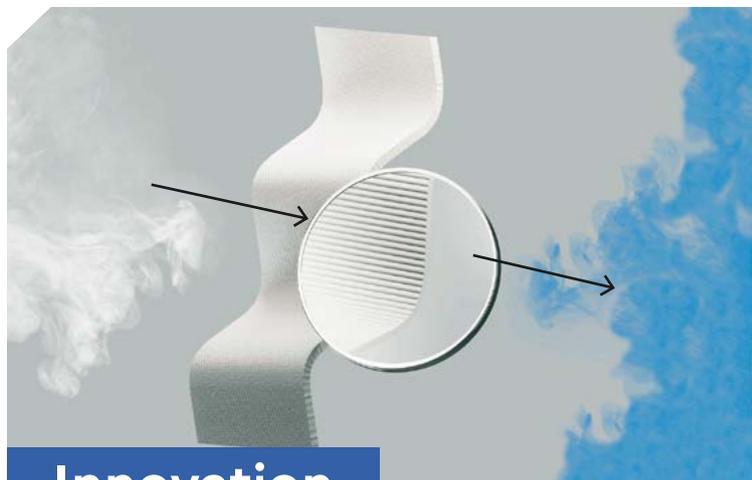
**Quel message adressez-vous  
aux responsables de ces sites ?**

**H. R. :** Qu'il faut sauter sur l'occasion, ne serait-ce que pour obtenir un diagnostic, qui peut d'ailleurs conclure qu'il n'y a pas d'urgence. Notre budget de 30 millions d'euros par an sur dix ans est suffisant pour prendre en charge 50 à 100 % du coût des études et des travaux, selon la propriété foncière de la décharge. Pendant toute la durée des projets – en moyenne trois à cinq ans –, les maîtres d'ouvrage bénéficieront de l'appui technique du Cerema, de l'ADEME, et du BRGM, aussi bien pour trouver des

financements complémentaires que pour faire les bons choix techniques, à mesure de l'avancée des travaux. La réhabilitation d'une décharge est au confluent des travaux publics, de la réhabilitation des friches, du traitement des sites et sols pollués et de la gestion des déchets. Au siège de l'ADEME, où je travaille, je n'ai qu'un couloir à traverser pour trouver les meilleurs experts dans chacun de ces domaines...



- Pour signaler un site : [dechargeslittorales@brgm.fr](mailto:dechargeslittorales@brgm.fr)
- Le plan national de résorption des décharges littorales : [cerema.fr/fr/plan-national-resorption-decharges-littorales](http://cerema.fr/fr/plan-national-resorption-decharges-littorales)
- Les aides de l'ADEME pour réhabiliter une décharge littorale : [agirpourlatransition.ademe.fr/collectivites/aides-financieres/2023/resorption-decharges-littorales-historiques-a-risque-relargage-dechets-mer](http://agirpourlatransition.ademe.fr/collectivites/aides-financieres/2023/resorption-decharges-littorales-historiques-a-risque-relargage-dechets-mer)



© Purenat

## Innovation

# PURIFICATEURS D'AIR : DÉTRUIRE LES POLLUANTS PLUTÔT QUE LES STOCKER

**Purenat propose des filtres pour purificateurs d'air intérieur qui désintègrent les polluants chimiques, mais aussi les microbes.**

**L**e filtre développé par cette start-up utilise les propriétés photocatalytiques du dioxyde de titane ( $\text{TiO}_2$ ). Sous l'effet des UV, ce composé détruit tout ce qui est organique : les composés organiques volatils (COV), mais aussi les virus et les bactéries. Ainsi, contrairement aux filtres au charbon actif des purificateurs d'air classiques, qui stockent les polluants, ils restent efficaces sans qu'il soit nécessaire de les remplacer très régulièrement et ils ont un effet antiseptique. L'idée d'utiliser le  $\text{TiO}_2$  n'est pas nouvelle. Sauf que les premiers filtres qui avaient été commercialisés sur cette base – des textiles imprégnés de nanoparticules de  $\text{TiO}_2$  – avaient dû être retirés du marché. Le  $\text{TiO}_2$  avait tendance à se détacher de son support avec le temps, générant une nouvelle pollution de l'air. Natacha Kinadjian Caplat, cofondatrice de Purenat, a résolu ce problème en s'appuyant sur les connaissances acquises lors de sa thèse au Centre de recherche Paul Pascal (CRPP). Elle a mis au point des fils intégrant en leur sein le  $\text{TiO}_2$ . « Performants sur la durée, ils ne relarguent pas de sous-produits polluants, seulement d'infimes quantités de  $\text{CO}_2$  et d'eau », explique-t-elle. « Comme nos filtres sont textiles, donc légers et pliables, ils pourront par ailleurs être utilisés dans des purificateurs plus petits. » Grâce à l'aide de l'ADEME, Purenat est aujourd'hui en phase d'industrialisation : ses premiers filtres sortiront d'usine début 2024.

**+** [www.pure-nat.com](http://www.pure-nat.com)

## Appels à projets

### ÉCONOMIE CIRCULAIRE DANS LE NUMÉRIQUE (ECONUM)

↓  
L'appel à projets « Soutien au développement d'une économie du numérique innovante, circulaire et à moindre impact environnemental » s'adresse à tous ceux (entreprises, associations, collectivités...) qui souhaitent développer l'écoconception, le réemploi et les modes de production responsables dans ce secteur.  
Clôture : 29 février 2024

**+** [agirpoulatransition.ademe.fr/entreprises/aides-financieres/20230418/soutien-developpement-dune-economie-numerique-innovante-circulaire-a?cible=79](https://agirpoulatransition.ademe.fr/entreprises/aides-financieres/20230418/soutien-developpement-dune-economie-numerique-innovante-circulaire-a?cible=79)

### TREMLIN POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE DES PME

↓  
Cette aide permet le financement rapide des investissements et études dont les petites entreprises ont besoin pour réduire l'impact de leur chauffage ou climatisation, améliorer la gestion des déchets, récupérer les eaux de pluie, lancer une démarche d'écoconception, etc.  
Clôture : 31 décembre 2023

**+** [agirpoulatransition.ademe.fr/entreprises/aides-financieres/2023/tremplin-transition-ecologique-pme](https://agirpoulatransition.ademe.fr/entreprises/aides-financieres/2023/tremplin-transition-ecologique-pme)

### BORNES ÉLECTRIQUES DANS LES PETITES STATIONS-SERVICE

↓  
Le programme « Infrastructures de recharge pour les véhicules électriques dans les stations-service indépendantes » s'adresse aux sites distribuant moins de 2 500 m<sup>3</sup> de carburant par an.  
Clôture : 31 décembre 2023

**+** [agirpoulatransition.ademe.fr/entreprises/aides-financieres/2022/infrastructures-recharge-vehicules-electriques-stations-service](https://agirpoulatransition.ademe.fr/entreprises/aides-financieres/2022/infrastructures-recharge-vehicules-electriques-stations-service)

## Publication

## Préserver sa santé et la planète



Par nos choix de consommation et nos gestes au quotidien, nous pouvons agir à la fois pour notre santé et pour l'environnement.

Mais nous sommes tous confrontés à des contradictions. Par manque de temps ou d'information, nous consommons parfois des aliments, des cosmétiques ou des nettoyeurs mauvais pour la santé. Nous ne nous soucions pas toujours d'écologie quand nous nous déplaçons. Nous aménageons nos logements avec des meubles qui

peuvent émettre des polluants... C'est pourquoi l'ADEME et Harmonie mutuelle se sont associées pour éditer un guide qui reprend de façon synthétique les changements simples, rapides et peu coûteux qu'il est possible d'adopter pour un avenir sain et durable.

[librairie.ademe.fr/consommer-autrement/6260-preserver-sa-sante-et-la-planete-9791029721076.html](http://librairie.ademe.fr/consommer-autrement/6260-preserver-sa-sante-et-la-planete-9791029721076.html)

## À lire aussi

### POUR UNE RÉNOVATION PLUS EFFICACE

*Pour avoir un réel impact, la rénovation énergétique des bâtiments doit être globale. La lettre ADEME Recherche de juin montre comment la science contribue à ce changement d'approche.*

[infos.ademe.fr/lettre-recherche-juin-2023](http://infos.ademe.fr/lettre-recherche-juin-2023)



**ÉNERGIES RENOUVELABLES : RÉUSSIR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DE MON TERRITOIRE**  
*Ce jeu de huit fiches présente aux communes la diversité des énergies renouvelables qu'elles peuvent développer, leurs intérêts et les enjeux autour d'elles.*

[librairie.ademe.fr/energies-renouvelables-reseaux-et-stockage/6363-energies-renouvelables-reussir-la-transition-energetique-de-mon-territoire-9791029721779.html](http://librairie.ademe.fr/energies-renouvelables-reseaux-et-stockage/6363-energies-renouvelables-reussir-la-transition-energetique-de-mon-territoire-9791029721779.html)

## Formations

### → LE B.A.-BA DU CLIMAT ET DE LA BIODIVERSITÉ

Cette formation en ligne, gratuite et accessible à tous, est proposée par le CNED en partenariat avec l'ADEME.

[climat.cned.fr](http://climat.cned.fr)

### → POUR UN FOOT PLUS ÉCORESPONSABLE

Avec le soutien de l'ADEME, l'association Football Écologie France a conçu une formation en ligne gratuite, ouverte à tous les clubs amateurs ou professionnels.

[elearning.football-ecologie.fr/moodle](http://elearning.football-ecologie.fr/moodle)

[Retrouvez toute l'offre de formations de l'ADEME sur formations.ademe.fr](http://formations.ademe.fr)

Renseignements par courriel : [inscription.formation@ademe.fr](mailto:inscription.formation@ademe.fr)

## Agenda

4-5 OCTOBRE

### 13<sup>e</sup> Colloque national éolien

Avec France Énergie éolienne  
 Lieu : Paris, Parc floral

[agirpourlatransition.ademe.fr/entreprises/recherche-evenements/13e-colloque-national-eolien](http://agirpourlatransition.ademe.fr/entreprises/recherche-evenements/13e-colloque-national-eolien)

LE 10 OCTOBRE

### 4<sup>es</sup> Rencontres de l'alimentation durable

Organisées par la fondation Carasso.  
 Lieu : Paris, Cité internationale universitaire

[agirpourlatransition.ademe.fr/entreprises/recherche-evenements/4-rencontres-alimentation-durable](http://agirpourlatransition.ademe.fr/entreprises/recherche-evenements/4-rencontres-alimentation-durable)

6-7 NOVEMBRE

### Colloque TEES 2023

Pour tous les acteurs œuvrant pour une transition écologique, économique et sociale (TEES) en France.

Lieu : Paris, Maison de la RATP

[agirpourlatransition.ademe.fr/collectivites/recherche-evenements/transition-ecologique-economique-sociale-tees-colloque-2023](http://agirpourlatransition.ademe.fr/collectivites/recherche-evenements/transition-ecologique-economique-sociale-tees-colloque-2023)

TEMPS FORT



# LES JEUNES SONT-ILS PLUS ÉCOLOS QUE LES AUTRES ?

Marches pour le climat, vents de contestation sur les bancs des grandes écoles, coups d'éclat... Sous le regard des médias, les jeunes semblent être aux avant-postes de la mobilisation sur les questions d'environnement et de transition écologique. Qu'en est-il réellement ?

# COMMENT RENFORCER L'ENGAGEMENT DE LA GÉNÉRATION Z ?

**Bonne nouvelle : les moins de 25 ans se montrent très concernés par l'environnement. Moins bonne nouvelle : cette conscience ne se traduit pas toujours par des actions concrètes. Informer, inspirer, accompagner... L'ADEME mobilise plusieurs leviers pour accroître l'engagement des jeunes et les aider à construire un futur plus désirable.**

## 7,5/10

**C'EST LE DEGRÉ D'INQUIÉTUDE exprimé par les jeunes concernant le changement climatique.**

**C**ertains jeunes sont particulièrement engagés, ressentant le besoin de transformer leur éco-inquiétude, voire leur écoanxiété, en actions. Ils sont très actifs dans les manifestations, sur les réseaux sociaux, à la télé... Mais le bruit médiatique autour d'eux n'est pas tout à fait représentatif de leur génération. Publiée en juin dernier, l'étude menée sur les 15-25 ans dans le cadre de l'enquête « Dialogue intergénérationnel sur l'environnement » (ADEME/OpinionWay) révèle ainsi qu'ils sont plus sensibles aux sujets environnementaux que leurs aînés, affichant pour beaucoup de vives inquiétudes face à la crise climatique dont ils perçoivent bien l'aggravation constante. *« Mais si les trois quarts d'entre eux se considèrent plus engagés pour l'écologie que leurs grands-parents et parents, leurs comportements ne sont pas en cohérence avec leur conscience du problème car ils se sentent perdus sur les actions à mener, résume Florence Clément, responsable du pôle Mobilisation grand public et jeunes à l'ADEME. Quand on les interroge sur leurs modes de vie, on s'aperçoit qu'ils se contentent souvent des écogestes les plus connus : bien trier les déchets, faire la chasse au gaspillage, privilégier les transports en commun... Dans l'ensemble, les 15-25 ans sont aussi peu adeptes des changements profonds, notamment dans leur consommation, que les autres générations. »* Il n'en demeure pas moins que certains conjuguent conviction et action. « Les

*exemples ne manquent pas, indique Mathilde Jay, chargée de communication grand public et jeunes à l'ADEME. Je pense notamment aux membres de la communauté des Pépites vertes, qui rassemble de jeunes professionnels engagés pour accélérer la transition écologique dans le monde du travail (lire p. 11), à ceux du Réseau étudiant pour une solidarité étudiante et écologique (Reses), qui s'efforcent de faire bouger les lignes sur les campus, ou encore à Banlieues Climat, une association qui veut faire émerger la future génération de leaders de l'environnement dans les quartiers populaires. »*

**« Les jeunes se considèrent plus engagés, mais ils se sentent perdus sur les actions à mener. »**

**Florence Clément,** responsable du pôle Mobilisation grand public et jeunes à l'ADEME.

### NO FUTURE (ENVIABLE)

Qu'est-ce qui différencie ceux qui passent à l'action de ceux qui se limitent aux déclarations ? De très nombreux facteurs individuels, sans doute, mais aussi la persistance de plusieurs freins psychologiques à l'engagement : aversion à la perte (« refus de renoncer à un mode de vie confortable »), fatalisme (« c'est trop tard »), détournement de la responsabilité (« c'est à la société d'agir, pas à moi »), optimisme technologique... Plus généralement, la génération Z manque d'un futur enviable dans lequel se projeter. Or, il est très difficile de changer quand on n'aspire pas intimement aux bénéfices du changement. L'engagement actif des jeunes en faveur de la transition écologique passe donc par trois grands leviers : informer, inspirer et accompagner. Autant d'approches...



**79 %**

**DES 15-25 ANS** affirment accorder une grande importance aux sujets environnementaux.

**80 %**

**DES 15-25 ANS** aimeraient être mieux informés sur ces questions.

(Source : Les jeunes et le dialogue intergénérationnel sur l'environnement, enquête ADEME-OpinionWay, 2023)

© Gettyimages

... que l'ADEME s'efforce de conjuguer en se concentrant majoritairement sur les lycéens, les étudiants et les jeunes adultes, plus à même de percevoir la dimension systémique du changement nécessaire que les plus jeunes. « Sur le volet de l'information, nous agissons directement auprès des jeunes, en particulier avec le site web "M ta Terre", la brochure "Comment agir pour ma planète?" ou des podcasts, mais aussi auprès des enseignants, qui jouent un rôle clé dans la transmission de connaissances fiables et le développement de l'esprit critique de leurs élèves », précise Florence Clément. « Pour les autres leviers que sont l'inspiration et l'accompagnement, nous privilégions l'action partenariale afin de toucher un public le plus large possible », ajoute Mathilde Jay. L'ADEME collabore ainsi avec de nombreuses associations qui œuvrent dans des domaines variés, comme la Fondation Tara Océan (sensibilisation à la pollution des océans), Teragir (programmes Éco-école et Jeunes reporters pour l'environnement) ou encore l'Association pour la transition bas carbone (ABC) pour des vidéos de vulgarisation scientifique et la réalisation de bilans carbone dans les établissements scolaires... « Enfin, nous travaillons aussi avec des structures culturelles qui contribuent à renouveler les imaginaires, pour changer notre relation au monde vivant, et à bâtir de nouvelles sociétés, plus soutenables, justes et harmonieuses », indique Mathilde Jay en conclusion.

- +** L'étude « Dialogue intergénérationnel sur l'environnement » : [librairie.ademe.fr/changement-climatique-et-energie/6288-les-jeunes-et-le-dialogue-intergenerational-sur-l-environnement.html](http://librairie.ademe.fr/changement-climatique-et-energie/6288-les-jeunes-et-le-dialogue-intergenerational-sur-l-environnement.html)
- +** Le site « M Ta Terre » : [mtaterre.fr](http://mtaterre.fr)



### DES ÉCO-DÉLÉGUÉS BIEN ACCOMPAGNÉS

Depuis 2020, toutes les classes de collège et de lycée élisent leurs éco-délégués. Ces élèves se sont portés volontaires pour s'investir dans des projets de développement durable au sein de leur établissement. L'ADEME les accompagne avec des guides méthodologiques (une version collège et une version lycée) et des outils pour mettre en place leurs projets (tutos, fiches enquêtes, fiches évaluations, idées d'actions...), tous disponibles sur le site « M ta Terre ».

- +** [mtaterre.fr/dossiers/comment-devenir-eco-delegue](http://mtaterre.fr/dossiers/comment-devenir-eco-delegue)



### NUMÉRIQUE RESPONSABLE : DES ANTIHÉROS POUR SENSIBILISER

L'ADEME a lancé en avril un nouveau podcast pour faire découvrir (ou redécouvrir), à travers la fiction, les impacts du numérique sur la planète ainsi que les écocgestes à appliquer au quotidien pour un usage plus responsable de son téléphone portable.

- +** Les 8 épisodes du podcast « Smart Force, des héros pas si super » : [agirpourlatransition.ademe.fr/particuliers/podcast-smartforce](http://agirpourlatransition.ademe.fr/particuliers/podcast-smartforce)

# L'ÉCOLE, TREMPLIN DE LA TRANSITION

Depuis plusieurs années, les établissements scolaires et d'enseignement supérieur deviennent progressivement des espaces d'engagement collectif pour la transition écologique. L'ADEME accompagne cette dynamique.

**D**ans l'enquête « Dialogue intergénérationnel sur l'environnement », publiée en juin, près de 7 jeunes sur 10 citent leurs professeurs comme des contributeurs de premier plan – et de confiance – dans leur éveil aux sujets écologiques. De fait, de nombreux enseignants se sont emparés de la question de manière très volontariste. Quentin Claeys est de ceux-là. Professeur d'histoire-géographie dans un collège de l'Oise, il est aussi référent « Éducation au développement durable » (EDD) de son établissement, lui-même labellisé « Établissement en démarche globale de développement durable » (E3D) niveau expert. Au quotidien, son engagement se traduit par des actions variées. « Je coordonne les éco-délégués et je m'efforce de les "nourrir" pour qu'ils comprennent qu'ils peuvent s'engager dans une lutte positive et avoir un impact concret sur la société. Je mène aussi de nombreuses actions dans le cadre de mes cours, notamment auprès des classes de cinquième dont tout le programme est irrigué par la thématique du développement durable. Enfin, je m'efforce d'animer la communauté éducative afin de montrer aux élèves que la lutte pour le climat et le développement durable sont des sujets globaux. »



© Gettyimages

Pour embarquer les élèves, encore faut-il savoir où on va. C'est pourquoi l'ADEME s'attache à soutenir les acteurs de l'éducation. Elle a créé pour eux une plateforme de contenus réunissant plus de 170 outils (vidéos, jeux en ligne, kits pédagogiques, expositions...) utiles pour structurer et nourrir leurs projets pédagogiques.

« Nous nous adressons aussi à l'enseignement supérieur, indique Raphaël Gerson, conseiller scientifique et technique à la direction exécutive de l'Expertise et des Programmes de l'ADEME. Notre volonté est de nourrir la soif de connaissances des étudiants

de tous horizons, des cursus courts aux grandes écoles. D'une part parce que nous y observons des attentes grandissantes, d'autre part parce qu'il est aujourd'hui indispensable de renforcer la formation des futurs professionnels à la transition écologique. » Après plusieurs partenariats noués avec des établissements, l'ADEME prépare aujourd'hui une nouvelle offre pour les étudiants, qui devrait faire la part belle aux outils numériques. Affaire à suivre.

**+** [agirpourlatransition.ademe.fr/acteurs-education](http://agirpourlatransition.ademe.fr/acteurs-education)

## D'ÉTUDIANTS À ÉTUDIANTS

Sur les campus, l'ADEME peut compter sur des enseignants, mais aussi sur des élèves déjà très engagés. Ceux du Réseau étudiants pour une société écologique et solidaire (RESES) par exemple, qui organisent des événements pour mobiliser leurs collègues sur les questions environnementales, mais aussi pour les inciter à construire, par leurs choix professionnels, un monde plus durable et juste.

**+** [le-reses.org](http://le-reses.org)

**VALÉRIE MARTIN,**  
cheffe du service  
Mobilisation  
citoyenne et médias  
de l'ADEME



**MARC OBÉRON,**  
fondateur du  
festival international  
«Cinema for change»



## RÉENCHANTER LE FUTUR

**Informier pour mobiliser, c'est bien. Émouvoir et inspirer, c'est encore mieux !  
Et si l'art et la culture étaient aussi l'avenir de la transition écologique ?**

**Les études pointent une éco-inquiétude chez les jeunes, mais aussi une difficulté à se mobiliser pour changer la donne... Comment expliquer cela ?**

**Marc Obéron :** Pour s'engager, il faut être informé, bien sûr. Mais il faut aussi avoir des exemples qui montrent qu'un autre avenir est possible. Beaucoup de jeunes sont fatalistes et les confinements successifs ne les ont pas aidés à voir le verre à moitié plein.

**Valérie Martin :** Les jeunes peinent à imaginer autre chose que ce que leur racontent chaque jour les récits de notre monde perclus de consumérisme, de productivisme et de culte de l'immédiateté. Ils se sentent impuissants et ce sentiment nourrit en retour leur inquiétude. Il est indispensable de casser cette spirale, notamment en leur donnant les clés pour agir concrètement !

**Quel rôle peut jouer la culture dans le passage à l'action ?**

**V. M. :** Il faut faire émerger un contre-récit qui dessine les contours d'un futur sobre et désirable. C'est là qu'interviennent l'art et la culture. Ce sont des vecteurs d'accélération de la transition que l'ADEME investit de plus en plus. Nous mettons en place de nombreux partenariats avec des festivals engagés, nous soutenons des formations pour les scénaristes, nous sommes partenaires de l'Assemblée citoyenne des imaginaires, nous sommes en train d'élaborer un guide autour des récits de jeux vidéo...

**«L'inquiétude seule n'est pas un bon levier de mobilisation.»**

**M. O. :** L'objectif du festival Cinema for Change est d'abord d'éveiller les consciences et de donner envie de s'engager, mais ce n'est pas tout. Avec le prix jeunesse, une compétition de courts métrages destinée à

**«Montrer qu'un autre avenir est possible.»**

sensibiliser les enfants, les ados et les étudiants, nous montrons aux jeunes que des solutions existent. Au-delà de la dimension pédagogique, le cinéma permet de jouer sur le registre émotionnel, indispensable pour se projeter dans un futur qui reste à construire. Nous incitons aussi les jeunes à discuter de ce qu'ils voient, à confronter leurs idées et leurs ressentis. Enfin, c'est un programme d'empowerment : un comité de visionnage externe, auquel l'ADEME participe, sélectionne les œuvres mais ce sont les jeunes qui choisissent seuls les lauréats. Nous leur montrons ainsi que leur parole compte !

**Reste à savoir comment passer des récits à une réalité collective...**

**M. O. :** La période du Covid nous a montré que nous étions capables de l'impossible, de nous arrêter... et de ne pas continuer comme si de rien n'était. Nos enfants nous ont montré, par leurs actions et prises de parole, qu'ils ne manquaient pas de courage face aux enjeux auxquels notre planète est confrontée. Mon rêve serait que l'énergie positive créée par l'art les aide à user de leur pouvoir d'influence auprès des décideurs !

**V. M. :** C'est effectivement un défi collectif de donner corps aux nouveaux imaginaires... Mais ça avance ! Des villes comme Mittersholtz (67), qui parvient à mobiliser ses habitants en les invitant à construire ensemble un nouveau récit pour leur territoire, montrent qu'il est possible de tisser des liens féconds avec les artistes pour faire naître des histoires vivantes de transition, dont chacun peut devenir acteur.



- Le festival : [cinemaforchange.org](http://cinemaforchange.org)
- Les « Chemins de la transition » à Mittersholtz : [mittersholtz.fr/projets/suivez-les-chemins-de-la-transition](http://mittersholtz.fr/projets/suivez-les-chemins-de-la-transition)



© La Hutte - Grégoire Delanos

## AVEC LES PÉPITES VERTES, LA MISE EN RÉSEAU VERTUEUSE DES JEUNES

**Ils sont jeunes, professionnels de la biodiversité, des énergies renouvelables, de l'économie circulaire... et ils comptent bien accélérer la transition du tissu économique français en misant sur la force du collectif. Gros plan sur la communauté des Pépites vertes à travers le témoignage d'un de ses membres.**

**L**ouis Fiers a 26 ans. Diplômé d'un master en environnement, il est aujourd'hui conseiller en économie circulaire à la Chambre de commerce et d'industrie du Grand Est. Le cœur de son métier ? Accompagner les entreprises du territoire, quel que soit leur niveau de maturité, sur tous les sujets de l'économie circulaire : écoconception, gestion et valorisation des déchets, stratégie d'achats... « Je mets en place des actions de sensibilisation. J'accompagne les entreprises qui veulent avancer sur le sujet mais ne savent pas par où commen-

cer, indique Louis Fiers. Je suis aussi chargé d'instaurer des synergies entre entreprises (entre promoteurs et recycleurs de béton, par exemple). Cette mission m'intéresse particulièrement car j'ai conscience de faire grandir l'écosystème de l'économie circulaire dans ma région. » La mise en réseau vertueuse, c'est précisément l'un des objectifs des Pépites vertes, un média doublé d'une communauté de jeunes professionnels de la transition écologique que Louis Fiers a rejoint voilà deux ans.

Créée en 2020 par Claire Pétreault, elle-même âgée de 25 ans à

l'époque, cette structure propose notamment un dispositif de formation centré sur l'épanouissement professionnel des jeunes talents. Ce dispositif se concentre sur leurs « softskills » : communication, influence, science du réseautage. « J'ai fait partie de la toute première promotion de cette "Pépité Académie". Les coachings dont j'ai bénéficié m'ont aidé à développer les compétences nécessaires pour embarquer toujours plus de parties prenantes dans l'aventure de la transition écologique. »

Aujourd'hui, Louis Fiers s'investit volontiers auprès des nouvelles recrues. « Les défis de la transition écologique sont nombreux et difficiles, mais c'est un combat passionnant... Je suis heureux de voir que nous sommes de plus en plus de jeunes à vouloir le mener ! »

**+** [lespepitesvertes.fr](https://lespepitesvertes.fr)



© DR

AUVERGNE – RHÔNE-ALPES

# ADAPTER LES CHANTIERS AUX FINANCES DES PETITES COMMUNES

**Afin de sensibiliser les experts de la rénovation aux contraintes financières des petites communes, l'ADEME Auvergne-Rhône-Alpes a mis au point, avec la Banque des Territoires, une formation et un guide.**

**S**e lancer dans la rénovation énergétique de bâtiments publics est un projet complexe et coûteux pour les petites communes, qui disposent rarement des compétences nécessaires en interne. Des experts œuvrant à plus grande échelle (syndicats d'énergie, agences locales de la transition écologique...) peuvent les accompagner. Mais «ils n'ont pas tou-

jours conscience des préoccupations budgétaires des petites collectivités. Pour celles-ci, pourtant, pouvoir s'adresser à des interlocuteurs de confiance, capables de comprendre leurs impératifs, est essentiel. Il faut qu'ils puissent parler le même langage», explique Marie Jeanmougin, coordinatrice du projet Bapaura qui, financé par l'Union européenne et coordonné par l'ADEME, visait à expérimenter un accompagnement plus adapté en Auvergne-Rhône-Alpes. En partenariat avec la Banque des territoires, l'ADEME a notamment formé 59 techniciens qui, issus de 39 structures publiques territoriales différentes, accompagnent de petites communes dans leurs projets de rénovation énergétique. Au programme ? L'analyse des indicateurs les plus pertinents à prendre en compte dans le montage financier de tels chantiers : impact sur la capa-

cité d'investissement, sur l'endettement, coût de l'inaction, économies d'énergie générées, accès aux subventions, etc. Max Senange, du Syndicat de gestion des énergies de la région lyonnaise (Sigerly), a suivi cette formation : «C'est une vraie plus-value pour les petites communes. On peut établir le scénario le plus souhaitable pour elles sur les plans à la fois énergétique et financier.» Un guide permet par ailleurs aux élus que ces techniciens accompagnent de professionnaliser leur approche. Ainsi, tout le monde parle le même langage au moment de définir une stratégie de planification de rénovation patrimoniale.



- Le site du projet : [bapaura.fr](http://bapaura.fr)
- le guide «Rénovation des bâtiments tertiaires publics de BAPAURA» : [librairie.ademe.fr/urbanisme-et-batiment/6349-renovation-des-batiments-tertiaires-publics-projet-europeen-bapaura.html](http://librairie.ademe.fr/urbanisme-et-batiment/6349-renovation-des-batiments-tertiaires-publics-projet-europeen-bapaura.html)



## OÙ ?

En Auvergne-Rhône-Alpes

## QUI ?

L'ADEME et la Banque des territoires

## POURQUOI ?

Sensibiliser les experts de la rénovation des bâtiments aux contraintes budgétaires des petites communes

## QUAND ?

Depuis janvier 2022

## PARTENAIRES ?

Les structures publiques territoriales suivantes : AURA-EE, ALECO1, SPL ALEC de la Grande région Grenobloise, Ageden, SARA Aménagement-Groupe Elegia, SIGERLy, SDED, ALTE69, CCC15, SDE03



© DR

GRAND EST

# MUTUALISER SES ACHATS POUR MANGER MIEUX ET MOINS CHER

**Être en situation de précarité oblige souvent à se tourner vers des produits alimentaires discount de qualité médiocre et/ou, par manque de trésorerie, à acheter de petites quantités au prix fort. Sauf si on groupe ses achats avec ceux d'autres consommateurs.**

**L'**association Emplettes & Cagettes a été créée en 2019 dans ce but : permettre à ses adhérents-consommateurs (actuellement 400 foyers) de passer des commandes groupées et ainsi bénéficier de prix de gros sur des produits alimentaires de qualité. « Nous travaillons avec une trentaine de producteurs locaux de fruits et légumes, œufs, lait, farine, pâtes, etc. Certains, fournisseurs de la restauration collective, ont des volumes qui leur permettent d'appliquer des prix

bas, d'autres le font par solidarité », explique Sophie Hégé, directrice de l'association.

Aucune condition de revenu n'est exigée pour intégrer le collectif. D'ailleurs, on ne parle pas de bénéficiaires, mais d'acheteurs. Néanmoins, 80 % des foyers adhérents sont en situation de précarité. En début de mois, ils passent leurs commandes qu'ils peuvent récupérer dans une vingtaine de points de retrait dix jours plus tard. La logistique est assurée par les bénévoles de



## OÙ ?

Les communes de Pays Terre de Lorraine et la Métropole du Grand Nancy (54)

## QUI ?

L'association Emplettes & Cagettes

## POURQUOI ?

Plus de justice sociale dans l'alimentation

## QUAND ?

Depuis décembre 2019

## PARTENAIRES ?

La métropole du Grand Nancy, l'Union européenne, Pays Terre de Lorraine, le Département et la Chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle, la ville de Toul, des producteurs et associations locales, etc.

l'association, mais aussi par les adhérents eux-mêmes. « Ces derniers font vivre le projet en préparant les cagettes, en réalisant diverses tâches administratives, en participant aux laboratoires d'usage – des groupes de discussion permettant d'évaluer et d'améliorer la démarche. » Emplettes & Cagettes s'appuie ainsi sur l'intelligence collective de ses membres pour inventer un modèle d'alimentation digne et durable. Cette association est soutenue par le pays Terre de Lorraine, le département de Meurthe-et-Moselle et la métropole du Grand Nancy dans le cadre du projet alimentaire territorial 54 (PAT 54) – un PAT que l'ADEME soutient financièrement.

 [emplettes-cagettes.fr](http://emplettes-cagettes.fr)

## OCCITANIE

CETTE CAVE MET DE L'ÉNERGIE CITOYENNE  
DANS SON VIN

© ACTTE\_EM

*La coopérative viticole Héraclès s'était déjà dotée voilà cinq ans d'un chai ultramoderne et écoconçu, pensé pour optimiser les consommations d'eau et d'énergie : architecture bioclimatique, gestion automatisée du système de refroidissement des 200 cuves de vinification, etc. Elle vient de passer un nouveau cap en s'associant à Actte (Accélérateur citoyen pour un territoire en transition énergétique), une autre coopérative locale, spécialisée dans les projets d'énergie citoyenne. Celle-ci a fait poser 864 panneaux photovoltaïques sur les 2 000 m<sup>2</sup> de toiture du chai. Inaugurée le 1<sup>er</sup> juin, l'installation doit produire 400 MWh d'électricité par an, dont 70 % seront autoconsommés par la cave. Le reste sera injecté dans le réseau national. Actte, qui réunit 85 riverains du site, a été créée en août 2021 grâce aux soutiens de la région Occitanie, de l'ADEME et d'ECLR-Occitanie. Ce chantier, dont la maîtrise d'ouvrage était accompagnée par Enercoop Languedoc-Roussillon, est son premier. Et il en préfigure d'autres.*

+ [actte.fr](http://actte.fr)BOURGOGNE  
FRANCHE-COMTÉRÉPARER SOI-MÊME  
SON LIT À LA SPOTERIE

Une latte à remplacer, un cadre à renforcer, un mécanisme à débloquer... Remettre à neuf un sommier ou une structure de lit, même électrique, n'est pas forcément si compliqué. Néanmoins, il faut savoir quoi faire. Cela demande aussi de l'espace et du matériel. Spot Literie, une PME spécialisée dans la fabrication et la vente de literies, a donc décidé l'an dernier d'ouvrir chaque samedi son atelier aux bricoleurs, sur rendez-vous.

Pour accéder à la Spoterie – le nom de ce service d'autoréparation situé à Quetigny, près de Dijon –, il suffit de contacter l'entreprise. Un premier diagnostic, réalisé par téléphone ou par mail, permet de cerner le problème. Si les explications fournies ne suffisent pas, il est possible de passer sur site pour une démonstration, ou même d'apporter son lit et de s'installer dans l'atelier. Un conseiller et des outils y sont à disposition. Seules les pièces détachées utilisées sont facturées. Cette initiative, qui bénéficie autant à la planète qu'au budget des ménages, a été soutenue par l'ADEME.

+ [spot-literie.fr](http://spot-literie.fr)

## SEMAINE EUROPÉENNE DE LA MOBILITÉ

Réduire la facture **de ses trajets**

**C**omme chaque année, du 16 au 22 septembre a lieu la Semaine européenne de la mobilité, dont l'objectif est d'inciter collectivités et citoyens à privilégier des modes de déplacement plus respectueux de l'environnement au quotidien : transports publics, covoiturage, vélo, marche... C'est l'occasion pour les collectivités d'organiser des événements visant à convaincre le public de suivre le mouvement.

Comme l'illustre le thème choisi pour cette 22<sup>e</sup> édition, « Save Energy », l'enjeu n'est pas qu'écologique. Éviter l'usage de la voiture pour se rendre au travail ou à l'école contribue autant à réduire les émissions de CO<sub>2</sub> qu'à alléger la facture énergétique des ménages. D'autant qu'il existe des aides pour les particuliers qui souhaitent se lancer.

+ [mobilityweek.eu](http://mobilityweek.eu)

BIO

**2021-2022** En seconde, elle « plonge » dans le monde de la philosophie, une matière qui « compte beaucoup dans mon développement personnel ».

**2023** Elle rejoint la Fédération française des éco-délégués (FFED).

**Février 2023**  
Lancement des premiers travaux de son projet de gestion des excédents des restaurants scolaires.



# « JE N'AIME PAS ENTENDRE QUE TOUT EST PERDU D'AVANCE »

GABRIELLE DEMOUTIEZ,  
lycéenne et éco-déléguée

© Franck Beloncle

**Préparer le bac n'empêche pas de s'impliquer pour la planète. Gabrielle Demoutiez le prouve avec brio, aussi bien en tant qu'éco-déléguée de son lycée qu'au niveau national.**

**R**ésoudre des problèmes d'algèbre, plancher sur la philo, filer au labo de sciences et... mener des actions écoresponsables. Voilà le quotidien de Gabrielle Demoutiez au lycée des Flandres, à Hazebrouck (59), près de la frontière belge. Depuis un an, l'élève de terminale scientifique est éco-déléguée dans son établissement. Mieux, elle est aussi l'une des deux éco-délégués élus au sein du Conseil national de la vie lycéenne, une instance de dialogue où les élèves sont associés aux décisions du ministère de l'Éducation nationale. « J'y porte des projets en faveur de la biodiversité, pour la promotion des écocgestes, pour diminuer l'impact énergétique des établissements, etc. », liste avec enthousiasme Gabrielle Demoutiez.

À tout juste 17 ans, cette nordiste prend son rôle très à cœur. « C'est une grande responsabilité qui m'apporte un vrai épanouissement personnel », confirme-t-elle. Loin d'être écoanxieuse comme d'autres de sa génération, la lycéenne est avant tout une optimiste : « Je n'aime pas entendre que tout est perdu d'avance. Si on agit ensemble, on peut changer les choses. »

## JURY DU PRIX DE L'ACTION ÉCO-DÉLÉGUÉE

Optimiste ne signifie pas naïve. La jeune femme sait qu'il faut sans cesse prêcher la bonne parole et montrer l'exemple. Avec sa casquette d'éco-déléguée nationale, elle a participé à un groupe de travail pour l'élaboration d'une charte de sensibilisation aux menaces qui planent sur les mers et les océans, poussant même au lancement d'une journée nationale dédiée à ces enjeux dans tous les lycées de France. Autre exemple, dans son lycée cette fois : fin juin, Gabrielle Demoutiez a collecté 150 manuels scolaires auprès de ses camarades de fin de première. Elle les redistribuera dès la rentrée prochaine aux nouveaux élèves de première. Une initiative « récup' » et solidaire.

## COMME UNE ÉVIDENCE

D'où vient cet engagement ? « Il n'y a pas vraiment eu de déclic. C'est une évidence de m'impliquer pour préserver la planète », indique cette adepte du skate-board, passionnée par les livres, le ciné, la photo et la nature. À la maison, c'est elle qui motive ses parents, son frère et sa sœur à adopter les écocgestes. Elle n'est pas engagée dans un parti politique, préférant « se forger elle-même son avis ». L'an prochain, elle penche pour Sciences Po ou une licence de droit. Et plus tard ? Elle ne sait pas encore quel métier l'attire vraiment. Pour le moment, entre la préparation du bac et son travail dans une friagerie le week-end, l'éco-déléguée a surtout une idée en tête, à laquelle elle consacre beaucoup de son temps libre depuis quelques mois : « Un projet de lutte contre le gaspillage alimentaire qui consiste à récupérer les repas non consommés du restaurant scolaire et à les distribuer à des personnes précaires. » Une idée qui pourrait voir le jour dès cette année au lycée des Flandres. Puis ailleurs en France ?

**+** Le guide de l'éco-délégué au lycée : [librairie.ademe.fr/developpement-durable/5920-guide-de-l-eco-delegue-au-lycee-le-9791029720659.html](http://librairie.ademe.fr/developpement-durable/5920-guide-de-l-eco-delegue-au-lycee-le-9791029720659.html)

# LA SANTÉ, MOTEUR DE LA CONSOMMATION RESPONSABLE ?

Les Français sont de plus en plus attentifs aux impacts de leurs achats sur la santé : la leur, mais aussi celle des animaux et de l'environnement. La preuve en chiffres.



82 %

**DES FRANÇAIS** disent avoir engagé un changement vertueux dans leurs habitudes de consommation, en achetant moins de produits (47 %) ou en choisissant ceux qui ont moins d'impact sur l'environnement (35 %).

## QUELLES MOTIVATIONS À CHANGER SES HABITUDES ?

78 % 

pour le bien de la planète et de l'environnement

73 % 

pour ma santé et mon bien-être personnel

69 % 

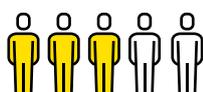
pour assurer l'avenir des générations futures

59 % 

pour le bien-être et la préservation des espèces animales

7 % 

aucune de ces raisons



**3 Français sur 5**

n'achètent pas un produit alimentaire s'ils ont un doute quant à son impact sur la santé (58 %). Les proportions sont les mêmes pour les produits d'entretien (65 %) et les produits cosmétiques et d'hygiène (64 %). Si on y ajoute les préoccupations environnementales, choisir devient de plus en plus compliqué.

85 % **des Français** ont besoin de preuves pour croire aux engagements des marques.

31 %

**des Français** évitent de consommer des produits d'origine animale (viandes, poissons).

### POURQUOI ?



29 %

pour des raisons liées à l'environnement



34 %

pour des raisons liées à la santé humaine



34 %

pour des raisons liées au bien-être animal



4 %

aucune de ces raisons



**Le baromètre GreenFlex-ADEME de la consommation responsable 2023\* :**

[presse.ademe.fr/2023/06/16eme-barometre-greenflex-ademe-de-la-consommation-responsable-2023.html](https://presse.ademe.fr/2023/06/16eme-barometre-greenflex-ademe-de-la-consommation-responsable-2023.html)

\* Enquête réalisée en mars 2023 auprès d'un échantillon de 2017 personnes représentatif de la population adulte française.

